



RAPPORT ANNUEL 2022

**Comité d'experts sur les abus sexuels
dans le milieu ecclésial**



SCHWEIZER BISCHOFSKONFERENZ
CONFÉRENCE DES ÉVÊQUES SUISSES
CONFERENZA DEI VESCOVI SVIZZERI
CONFERENZA DILS UESTGS SVIZZERS

Comité d'experts sur les abus sexuels dans le milieu ecclésial



SCHWEIZER BISCHOFSKONFERENZ
CONFÉRENCE DES ÉVÊQUES SUISSES
CONFERENZA DEI VESCOVI SVIZZERI
CONFERENZA DILS UESTGS SVIZZERS

Ce Comité d'experts de la CES (GI-MikU) conseille la Conférence des évêques suisses sur les aspects psychologiques, juridiques, sociaux, moraux, théologiques et de politique ecclésiale de la thématique des abus sexuels dans le contexte ecclésial ainsi que sur le travail de relations publiques nécessaire. Elle coordonne le travail des responsables de la prévention des différents diocèses et procède à un contrôle régulier de la qualité des activités entreprises dans le contexte ecclésial suisse dans le domaine de la prévention contre les abus sexuels. Ses membres sont également actifs dans le domaine de l'éducation, de la formation et de la formation continue et peuvent être consultés en tant qu'experts par des institutions et des instances ecclésiastiques.

Toni Brühlmann, psychothérapeute ASP, président

Dr Stefan Loppacher, secrétaire exécutif

Mgr Joseph Maria Bonnemain, évêque de Coire, responsable CES



Conférence de presse, Lausanne, le 4 avril 2022

Conférence de presse pour le lancement du projet-pilote d'enquête sur l'histoire des abus sexuels dans le milieu ecclésial

Le 1^{er} mai 2022 a été lancé le projet-pilote commissionné par la Conférence des évêques suisses (CES), la Conférence centrale catholique romaine (RKZ) et la Conférence des unions des ordres religieux et autres communautés de vie consacrée en Suisse (KOVOS) portant sur l'étude historique des abus sexuels dans le milieu ecclésial en Suisse depuis le milieu du 20^e siècle. Première étape d'une étude globale au niveau national, que le Comité d'experts a contribué à lancer à partir de 2019,

ce projet, placé sous la houlette des Professeures Monika Dommann et Marietta Meier (Université de Zurich), a été présenté au public le 4 avril 2022 dans le cadre d'une conférence de presse au Musée cantonal des Beaux-Arts de Lausanne. Un dossier de presse complet a été élaboré à cet effet. Les institutions mandantes, la direction du projet, la Société suisse d'histoire (SSH) et le Comité scientifique ont chacun rédigé leur communiqué de presse à ce sujet et ont fait connaître leurs prises de position dans le cadre de la conférence. Des représentant.e.s des organisations concernées (Groupe SAPEC et GI-MikU) ont également pris la parole, tant sous forme de prises de position

sur le podium que sous forme d'interventions des participant.e.s lors de la séance de questions-réponses subséquente.

Dans les jours qui ont suivi, environ 300 médias suisses ont rendu compte du projet pilote. À la suite de la conférence de presse, un site web ecclésial consacré au projet a été créé afin de pouvoir mettre à la disposition du public et des personnes intéressées ses propres informations sur la thématique. Il a été mis en ligne le même jour en trois langues : www.abus-cath-info.ch. On y a publié, entre autres, toutes les enquêtes déjà disponibles et connues du public sur les abus sexuels dans l'Église en Suisse.

La SSH a également créé un site Internet pour informer les mandants sur le projet : www.abuscontexteecclisial.ch. Il est prévu que les résultats et le rapport final de l'étude soient présentés et publiés lors d'une conférence de presse à l'automne 2023.

Réunion des organes spécialisés diocésains et de la CECAR du 18 novembre 2022

La réunion de 2022 a mis l'accent sur les préoccupations, les attentes ainsi que les témoignages des personnes concernées. Pour cela, cinq personnes ont accepté de prendre position, de parler de leurs expériences avec les structures et les responsables de l'Église et de formuler leurs attentes à l'égard de cette dernière. Pour Jaques Nuoffer, président du Groupe SAPEC, le problème principal est que l'institution ecclésiale et sa protection ont toujours la priorité sur les victimes : en conséquence, les crimes continuent d'être ignorés ou minimisés. Selon lui, l'Église doit enfin reconnaître que les différentes formes d'abus sont un problème systémique. Il estime que les progrès sont également lents dans le domaine de la prévention. Christiane Marmy, elle aussi membre de l'association d'aide aux victimes SAPEC, attend de l'Église un réel effort de vérité et de loyauté : autrement dit, du côté de l'Église, tout est mis en œuvre pour libérer les victimes de leur silence, placer les personnes concernées au centre des efforts de l'Église et abandonner la culture du secret et de l'isolement.

Vreni Peterer et Albin Reichmuth ont demandé, au nom de la CI-MikU, la mise en place d'offres de prise en charge pour les personnes concernées et d'un bureau de signalement indépendant. Les personnes concernées voulaient être entendues, comprises et voir des résultats. Cela signifie également que les auteurs/trices d'abus doivent être systématiquement exclu.e.s de toute autre activité au sein de l'Église. Ces personnes s'attendent en outre à ce que les diocèses et les paroisses soient tenus de rechercher de manière proactive et durable (c'est-à-dire avec une certaine régularité) d'autres personnes concernées en cas d'agressions sexuelles actuelles – mais aussi anciennes.

Daniel Pittet, dont le livre « Mon Père, je vous pardonne. Survivre à une enfance brisée », paru en 2017 et traduit depuis dans de nombreuses langues, a décrit de manière impressionnante comment la fragilité est devenue pour lui une ressource. Selon l'auteur, l'Église est toujours aussi rigide et vit dans le mensonge ; c'est en pardonnant qu'il s'est sauvé, sans pour autant accepter les abus actuels de l'Église. Ce qui importe, à ses yeux, est d'être libre de parler, de dénoncer, de dire non.

Regina Heyder, docteure et enseignante à l'Institut théologique et pastoral de Mayence et coéditrice du livre « Erzählen als Widerstand » [Racontar pour résister] (Aschendorff 2020) a abordé dans son exposé, en partant de citations de personnes concernées, les causes systémiques des abus de pouvoir spirituels et sexuels. Les structures de pouvoir cléricales excessives en feraient partie, tout comme la tabouisation de la sexualité, auquel contribuerait la morale sexuelle catholique telle qu'elle est aujourd'hui. Il s'agirait donc, préventivement, de renforcer l'autodétermination sexuelle et spirituelle des personnes.

En guise de conclusion de la conférence, un hommage a été rendu à Karin Iten, qui à l'été 2022 a présenté sa démission de son poste à 15 % de codirectrice du secrétariat de l'organe spécialisé de la CES pour se consacrer à d'autres tâches. Le président Toni Brühlmann a remercié Karin Iten pour son engagement. Outre la réunion annuelle, le Comité d'experts s'est réuni à deux reprises pour discuter de sujets d'actualité.



Mentions légales

Réalisation : Conférence des évêques suisses – Service de communication – Rue des Alpes 6, CH-1700 Fribourg
Version électronique disponible sur : www.eveques.ch ©Conférence des évêques suisses, mai 2023

Crédits photos

Page de couverture ©Ti-Press
Page arrière ©Adobe Stock